



Conseil économique et social

Distr. générale
18 décembre 2024
Français
Original : anglais

Commission de statistique

Cinquante-sixième session

New York, 4-7 mars 2025

Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire*

Questions soumises pour examen et décision

Méthodes de travail de la Commission de statistique

Note du Secrétaire général

En application de la décision 2024/312 du Conseil économique et social et conformément à la pratique établie, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre, pour examen et décision, le rapport du Bureau de la Commission de statistique sur les méthodes de travail de la Commission.

* [E/CN.3/2025/1](#).



I. Introduction

1. À sa cinquante-troisième session, la Commission de statistique a adopté un mandat actualisé afin de tenir compte de l'évolution du secteur des données. Dans sa résolution [2022/3](#) du 8 juin 2022, le Conseil économique et social a réaffirmé que la Commission était le principal organe de coordination des programmes statistiques mondiaux en général et du système statistique et lié aux données des Nations Unies. Dans cette résolution, intitulée « Veiller à ce que les activités menées dans le domaine des statistiques et des données s'adaptent à l'évolution de l'écosystème statistique et des données », le Conseil a invité le système statistique et lié aux données des Nations Unies à rendre compte à la Commission de statistique des travaux menés en matière de statistiques et de données dans tous les domaines, afin que celle-ci puisse exercer sa fonction d'organe responsable au premier chef de la gestion de l'information statistique et de la gouvernance des statistiques et des données. Le Conseil a également prié la Commission de jouer le rôle de forum de haut niveau pour les délibérations, les échanges de connaissances et la mise en commun des pratiques optimales en matière de statistiques et de données, tous domaines confondus, d'élaborer des normes, outils et méthodes de portée internationale applicables aux statistiques, ou d'actualiser ceux qui existaient déjà, d'appuyer et de stimuler l'établissement de systèmes statistiques nationaux durables, de constituer ou de renforcer les capacités des systèmes nationaux, de s'employer à faire reconnaître la compétence des professionnels qui établissaient les statistiques officielles et de veiller à ce que les innovations se poursuivent aux fins de l'adaptation à l'évolution du système statistique et de données. Un thème récurrent de la résolution est qu'il importe que les États Membres et les institutions spécialisées, les fonds et programmes, les commissions économiques régionales des Nations Unies et les autres programmes du Secrétariat respectent et défendent les Principes fondamentaux de la statistique officielle, et qu'ils aident les pays en développement à renforcer leurs systèmes statistiques et de données.

2. À sa cinquante-cinquième session, la Commission de statistique a estimé qu'il importait qu'elle soit un organe représentatif et inclusif et qu'il fallait préserver sa vocation technique, et a approuvé un projet de résolution qu'elle a recommandé au Conseil économique et social pour adoption (voir [E/2024/24-E/CN.3/2024/36](#)). Elle a félicité le Bureau pour le processus rigoureux, ouvert et participatif qu'il avait entrepris pour établir la note d'information visant à la rendre plus représentative et plus inclusive, en particulier les consultations étendues, et souscrit aux six objectifs proposés dans cette note (voir [E/CN.3/2024/3](#)).

3. En outre, la Commission a demandé au Bureau de poursuivre l'analyse de la place qu'elle occupait dans le contexte plus large du secteur des données et des statistiques, notamment en consultant le Comité des statisticiens en chef du système des Nations Unies afin de déterminer les prochaines mesures à envisager et en faisant un tour d'horizon de la question de la gouvernance des données telle qu'elle avait été examinée dans le cadre du Séminaire du vendredi sur les questions émergentes, le but étant de lancer des travaux en vue de l'élaboration d'une terminologie et des définitions communes en matière de gouvernance des données. En outre, elle a pris note des autres initiatives liées aux travaux du Bureau, notamment la prise en compte des questions de genre, et prié le Bureau de lui faire rapport en 2025.

4. Dans le présent rapport, le Bureau décrit les faits nouveaux et les activités concernant l'application de la résolution [2022/3](#) et la résolution [2024/2](#) (datée du 5 juin 2024) du Conseil économique et social, pour ce qui est de préciser le rôle de la Commission dans le cadre du mandat élargi et le champ d'application et de définir la gouvernance des données. Dans le rapport, il rend compte de ses travaux intersessions conformément aux décisions prises à sa cinquante-cinquième session. Le rapport est

accompagné de deux notes d'information : une analyse du rôle de la Commission et une vue d'ensemble de la gouvernance des données. La Commission est invitée à réfléchir à son rôle dans l'écosystème de données et dans l'application de la résolution [2022/3](#) du Conseil et à donner des orientations sur son rôle dans le domaine de la gouvernance des données, comme il est indiqué au paragraphe 21 ci-après.

II. Une commission de statistique inclusive et représentative

A. Adoption de la résolution [2024/2](#) du Conseil économique et social

5. La Commission de statistique a pris une décision historique en adoptant le projet de résolution intitulé « Une commission de statistique inclusive et représentative, qui ne laisse personne de côté » et en recommandant au Conseil économique et social de l'adopter. Par ce texte, le Conseil a décidé de porter progressivement, avant 2028, de 24 à 54 le nombre des membres de la Commission, tout en préservant la vocation technique de celle-ci. Le 5 juin 2024, le projet a été adopté par le Conseil et est devenu la résolution [2024/2](#), qui permettra d'élargir la composition de la Commission sur une période de trois ans. L'Assemblée générale et la Division des affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) gèrent la procédure d'élection des nouveaux membres.

6. Le renforcement de la Commission de statistique lui permettra de s'acquitter efficacement du mandat élargi que lui a confié le Conseil économique et social dans sa résolution [2022/3](#). Par cette résolution, le Conseil a redéfini l'orientation de la Commission, qui se concentrait auparavant exclusivement sur les statistiques officielles, afin qu'elle puisse répondre à la demande croissante en statistiques et données concernant les questions émergentes, telles que le développement durable, les changements climatiques, le bien-être, le traitement de différents systèmes d'information novateurs, la protection et la confidentialité des données, ainsi que les innovations technologiques.

B. Mécanisme d'évaluation

7. En outre, soucieux de préserver le caractère technique de la Commission de statistique, dans sa résolution [2024/2](#), le Conseil économique et social a demandé au Bureau d'examiner et évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de cette résolution et de faire rapport à ce sujet à la cinquante-huitième session, y compris en formulant des recommandations à cet égard. En conséquence, en consultation avec Statistique Canada, le Bureau a élaboré une proposition de cadre d'évaluation permettant de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs relatifs à l'augmentation du nombre de membres de la Commission (voir annexe). Le cadre proposé permettra non seulement d'examiner et d'évaluer les progrès, mais aussi de faire rapport à ce sujet à la Commission lors de sa cinquante-huitième session.

III. Rôle de la Commission de statistique

8. Durant l'année écoulée, le Bureau s'est réuni à plusieurs reprises pour discuter du rôle de la Commission de statistique dans le contexte plus large du secteur des données et des statistiques, en particulier en ce qui concerne le nouveau mandat de la Commission. Pendant l'intersession, il s'est entretenu avec diverses parties prenantes et a élaboré un document de référence détaillé qui constitue un point de départ pour

des discussions approfondies sur le rôle de la Commission. Dans ce document intitulé « United Nations Statistical Commission: implementing the 2022 terms of reference and remaining relevant in the United Nations system », il donne des informations sur le rôle et l'histoire de la Commission, diverses résolutions sur son rôle et ses fonctions, ainsi que les discussions menées dans d'autres organes de l'ONU sur des sujets liés aux données.

9. Dans le document de référence, le Bureau analyse les lacunes de la liste actuelle des thèmes inscrits au programme pluriannuel et décrit les nouvelles questions qui intéressent les spécialistes des données et des statistiques aux niveaux national et international. Le document contient des suggestions sur des domaines tels que l'intendance des données, l'intelligence artificielle et les mesures complémentaires au produit intérieur brut qui mériteraient un examen plus approfondi et plus systématique de la part de la Commission de statistique. Il comporte également des informations sur la manière dont la Commission pourrait aborder ces questions et d'autres questions émergentes.

10. Enfin, dans le document de référence, le Bureau analyse la place de la Commission dans le système des Nations Unies, et suggère qu'il est nécessaire de s'attacher à renforcer la collaboration et la coordination dans le cadre du Conseil économique et social, ainsi que de privilégier les interactions dans tout le système des Nations Unies. À titre d'exemple d'activité de coordination, pendant l'intersession, le Président de la Commission a facilité une série de discussions informelles avec le Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

11. Une consultation mondiale sur le document de référence a eu lieu en novembre et décembre 2024. De plus amples informations sur la consultation figurent dans l'annexe du document. En outre, le 26 novembre 2024, le Bureau a organisé un webinaire durant lequel il a présenté les grands axes pour des débats approfondis qui auront lieu en mars 2025 pendant la cinquante-sixième session de la Commission de statistique. Il espère que les débats se poursuivront lors des prochaines sessions de la Commission et qu'ils déboucheront sur une compréhension commune de ces questions entre les États Membres et les observateurs de la Commission.

IV. Rôle de la Commission de statistique dans la gouvernance des données

12. La Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a élaboré un document de référence afin de donner suite au paragraphe c) de la décision 55/102 de la Commission, dans laquelle elle a demandé au Bureau de faire un tour d'horizon de la question de la gouvernance des données telle que ce thème avait été examiné dans le cadre du Séminaire du vendredi sur les questions émergentes en vue de lancer des travaux visant à élaborer une terminologie et des définitions communes à ce sujet. Dans ce document, elle décrit les initiatives en cours en matière de gouvernance des données en vue d'établir un aperçu global qui permettra à la Commission de progresser dans l'élaboration de cette terminologie et de ces définitions communes. La définition de la portée du sujet permettra de mieux comprendre le rôle de la Commission.

13. La gouvernance des données couvre de nombreux éléments qui dépassent souvent le cadre des statistiques officielles. Le contexte évolue, comme en témoigne la révision du mandat de la Commission adoptée en 2022. (Voir la section III pour plus d'informations sur les modifications apportées au mandat.) Dans la révision du mandat de 2022, il a été souligné qu'il était nécessaire de promouvoir l'innovation technologique, les pratiques adaptées à la production d'informations dans le respect

de principes garants de la cohérence, de la comparabilité et de la protection de la vie privée, entre autres, et qu'il importait d'établir des partenariats. Il est donc essentiel de mieux comprendre comment la gouvernance des données s'applique à l'ensemble du système.

14. Au niveau international, le Comité des statisticiens en chef du système des Nations Unies a élaboré le Plan d'action à l'échelle du système pour l'innovation dans le domaine des données et des statistiques des Nations Unies, qui a été approuvé par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS). Le CCS a également approuvé le document intitulé « Gouvernance internationale des données : les voies du progrès » (CEB/2023/1/Add.2), qui contient un descriptif, un justificatif et un énoncé de vision pour la gouvernance mondiale des données. L'un des principaux axes des travaux entrepris par la Commission en vue de sa cinquante-sixième session est la priorité à accorder à la gouvernance des données au niveau national.

15. Dans le Pacte numérique mondial récemment adopté, qui vise à traiter les questions liées à l'espace numérique, il est demandé à la Commission de la science et de la technique au service du développement de constituer un groupe de travail spécial. Il est essentiel que la Commission de statistique, la Commission de la science et de la technique au service du développement et les groupes de travail ainsi créés coordonnent leurs travaux sur la gouvernance des données pour renforcer les programmes de travail de chaque groupe en vue d'aider les États Membres.

16. Comme indiqué dans l'annexe de la note d'information sur la gouvernance des données, il est proposé que la Commission de statistique crée un groupe de travail sur cette question, qui serait chargé d'arrêter une terminologie et des définitions communes et d'appuyer le mécanisme de travail créé dans le cadre du Pacte numérique mondial et rattaché à la Commission de la science et de la technique au service du développement, sur la base des critères énoncés dans la note d'information, et qu'il lui fasse rapport à sa cinquante-septième session qui aura lieu en 2026.

V. Indices

17. Pendant l'intersession, un certain nombre d'indices, tels que l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, ont été portés à l'attention du Bureau (voir E/CN.3/2025/35). À sa réunion de juin 2024, le Bureau a longuement débattu du rôle de la Commission de statistique dans le traitement de ces demandes. Il est convenu que la Commission, en tant qu'organe technique, peut fournir des compétences spécialisées, mais elle n'est pas en mesure d'élaborer ou de tenir à jour des indices.

VI. Méthodes de travail

18. Afin de répondre à l'appel en faveur d'une Commission de statistique représentative et inclusive, pendant l'intersession, le Bureau a tenu une réunion et un séminaire spécial avec les présidences des organismes régionaux de statistique de l'Organisation des Nations Unies issus de chaque commission régionale. La taille du Bureau est fixée conformément aux règles et règlements des organes subsidiaires du Conseil économique et social, et le Conseil l'a d'ailleurs rappelé au paragraphe 12 de sa résolution 2024/2. Il est donc suggéré de faire participer les présidentes et présidents de ces organismes régionaux à certaines réunions du Bureau, le cas échéant, afin qu'ils y apportent une perspective régionale plus large. En outre, la collaboration et la coordination entre les organismes de statistique contribuent à répondre à l'appel en faveur du renforcement du rôle de la Commission en tant que

forum de haut niveau pour les débats, comme précisé dans la révision de son mandat de 2022.

VII. Principes fondamentaux de la statistique officielle

19. Au paragraphe c) de sa décision [55/101](#) concernant un conseil consultatif indépendant pour les Principes fondamentaux de la statistique officielle, la Commission a demandé à son Bureau d'examiner plus avant, de manière transparente et à la faveur de consultations ouvertes, le mandat et la composition du conseil ainsi que les critères de sélection des experts, et de lui faire un compte rendu à sa cinquante-sixième session, en 2025. Afin de donner suite à cette demande, le Bureau a examiné les améliorations apportées au mandat et lancé une consultation mondiale en août et septembre 2024. De plus amples informations sur cette consultation mondiale, notamment sur la manière dont ses principaux résultats ont été pris en compte dans le mandat révisé soumis à la Commission lors de sa cinquante-sixième session, figurent dans le rapport du Secrétaire général sur les Principes fondamentaux de la statistique officielle ([E/CN.3/2025/5](#)).

VIII. Journée mondiale de la statistique

20. La Journée mondiale de la statistique 2025 aura lieu le 20 octobre. En 2024, le Bureau de la Commission de statistique et la Division de statistique se sont concertés sur les modalités et les thèmes possibles de cette édition. De plus amples informations figurent dans le rapport du Secrétaire général sur la Journée mondiale de la statistique ([E/CN.3/2025/23](#)).

IX. Décisions que la Commission de statistique est invitée à prendre

21. La Commission de statistique est invitée :

a) à réfléchir à la collaboration que le Bureau entretient avec le Comité des statisticiens en chef du système des Nations Unies et d'autres parties prenantes sur le rôle et les fonctions de la Commission, et à appuyer la poursuite de cette collaboration ;

b) à envisager les moyens de renforcer sa communication et ses échanges avec les bureaux du Conseil économique et social et ses organes subsidiaires, en particulier sur les questions où les compétences et les connaissances spécialisées peuvent se chevaucher, et à appuyer les initiatives entreprises par le Conseil pour mieux s'acquitter de son mandat conformément à la Charte des Nations Unies ;

c) à réfléchir à la manière dont elle pourrait remplir son mandat actualisé tel qu'il a été adopté dans la résolution [2022/3](#) du Conseil économique et social, en se penchant notamment sur la participation des membres à ses travaux, l'utilisation efficace du temps qui lui est imparti, et les meilleures pratiques à adopter pour aborder les questions émergentes, entre autres, et à demander au Bureau de proposer des options sur ces questions ;

d) à exprimer ses vues sur le projet de cadre, joint en annexe au présent document, qui permettra d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la résolution [2024/2](#) du Conseil économique et social, ainsi que de faire rapport à ce sujet, conformément aux demandes formulées dans cette résolution, et à approuver le cadre proposé, le tout en vue d'établir le

rapport que le Bureau présentera à la Commission à sa cinquante-huitième session ;

e) à créer un groupe de travail sur la gouvernance des données, chargé d'élaborer une terminologie et des définitions communes, et à appuyer le mécanisme créé dans le cadre du Pacte numérique mondial et rattaché à la Commission de la science et de la technique au service du développement, sur la base des critères énoncés dans la note d'information, et à faire rapport à ce sujet à la Commission à sa cinquante-septième session qui aura lieu en 2026.

Annexe

Cadre d'évaluation établi par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et Statistique Canada pour la réalisation des objectifs énoncés dans la résolution 2024/2 du Conseil économique et social relative à l'élargissement de la composition de la Commission de statistique

Le 8 août 2024

1. À la cinquante-cinquième session de la Commission de statistique tenue en 2024, lors du débat tenu sur l'augmentation du nombre des membres, des préoccupations ont été soulevées quant à la manière de déterminer si l'objectif de rendre la Commission plus inclusive et plus représentative a été atteint. Dans sa résolution 2024/2, le Conseil économique et social a demandé que le Bureau de la Commission « examine et évalue les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs [de la résolution, notamment celui consistant à porter de 24 à 54 le nombre des membres sur une période de trois ans] et fasse rapport à ce sujet à la cinquante-huitième session, y compris en formulant des recommandations à cet égard, tout en préservant le caractère technique de la Commission ».

2. Dans un document de référence établi en vue de la cinquante-cinquième session de la Commission de statistique, avec l'appui de la Division de statistique, qui assurait les services fonctionnels de secrétariat, le Bureau a proposé les six objectifs ci-dessous qui visent à assurer que la Commission soit inclusive et représentative dès à présent et le reste à l'avenir :

- a) la Commission demeure un organe technique ;
- b) l'inclusion des acteurs concernés est garantie ;
- c) la composition de la Commission est représentative du monde contemporain ;
- d) les membres sont tenus de s'investir davantage dans les travaux de la Commission ;
- e) les règlements et les normes adoptés sont acceptés par toutes les parties prenantes ;
- f) la Commission joue un rôle actif dans les discussions sur les données et les statistiques.

3. Le document de référence contenait une série de mesures visant à évaluer la réalisation des objectifs. Ces mesures ont été examinées et d'autres mesures ont été proposées dans le document. Le cadre d'évaluation permettra d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et de faire rapport à ce sujet à la Commission lors de sa cinquante-huitième session. Le projet de cadre ci-dessous contient des éléments proposés par Statistique Canada et des informations actualisées par le Secrétariat pour examen par la Commission.

Cadre d'évaluation pour mesurer la réalisation des objectifs de la résolution 2024 portant sur l'élargissement de la composition de la Commission de statistique

| Objectif | Indicateur | Description |
|----------|------------|---|
| 1 | 1-1 | Pourcentage des membres de la Commission de statistique (et d'observateurs de pays) issus des organismes nationaux de statistique |
| 2 | 2-1 | Nombre de fois où la Commission de statistique a dû procéder à un vote entre chaque étape de l'élargissement |
| | 2-2 | Pourcentage de normes convenues qui ont fait l'objet de consultations ouvertes auxquelles ont participé toutes les parties prenantes |
| 3 | 3-1 | Répartition sous-régionale des membres de la Commission de statistique (utilisée pour déterminer si la représentation sous-régionale a augmenté) |
| | 3-2 | Pourcentage de membres de la Commission de statistique issus des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement |
| 4 | 4-1 | Rôle et participation des membres de la Commission de statistique dans divers groupes et sous-groupes |
| 5 | 5-1 | Pourcentage de normes et de méthodes proposées à la Commission de statistique et acceptées ou adoptées par celle-ci |
| 6 | 6-1 | Nombre d'activités intersessions entreprises par le Bureau (par exemple, la représentation de la Commission de statistique aux réunions d'autres organes subsidiaires du Conseil économique et social ou la participation à d'autres réunions) liées à son mandat et aux décisions connexes |

Objectif 1

La Commission devrait rester aussi technique que possible

Mesure 1 actuelle (qui figure dans le document de référence) : Les représentants de la Commission de statistique (et les observateurs) sont des experts dotés d'une indépendance méthodologique telle qu'elle est décrite dans les Principes fondamentaux de la statistique officielle.

Aspects à préciser dans la mesure actuelle figurant dans le document de référence :

- Les délégations sont composées de plusieurs acteurs. Cela signifie-t-il que le (la) responsable désigné(e) est issu(e) de l'organisme national de statistique ?
- Comment l'indépendance méthodologique des experts est-elle mesurée ?
- Qu'est-ce qui caractérise un expert ou une experte ?

Mesure proposée pour évaluer la réalisation de l'objectif 1 : Le pourcentage des membres de la Commission (et d'observateurs de pays) issus des organismes nationaux de statistique.

Note sur la mesure : La liste des délégations des États Membres est actuellement établie à partir des inscriptions qui se font sur le portail e-deleGATE. Les missions permanentes à New York doivent enregistrer leur délégation afin de figurer sur cette

liste. Malgré les rappels réguliers faits par le représentant du Secrétariat pour la compléter, la liste est souvent lacunaire. Avant 2020, les listes étaient établies à partir des réponses reçues par le secrétariat de la Division de statistique et étaient souvent incomplètes, car les pays n'étaient pas tenus de s'enregistrer.

Objectif 2

L'inclusion des acteurs concernés est garantie

Mesure 2 actuelle (qui figure dans le document de référence) : Les parties prenantes concernées peuvent participer aux travaux de la Commission de statistique en tant qu'observateurs et exprimer leur point de vue sur les méthodes statistiques et les aspects techniques des statistiques officielles.

Aspects à préciser dans la mesure actuelle figurant dans le document de référence :

- Qui sont les parties prenantes concernées ?
- Que signifie « participer aux travaux de la Commission de statistique » ? Les parties prenantes sont-elles autorisées à entrer dans la salle en tant qu'observateurs ?
- Comment les parties prenantes peuvent-elles exprimer leurs vues, y compris lors des consultations mondiales ?

Première mesure proposée pour évaluer la réalisation de l'objectif 2 : Nombre de fois où la Commission de statistique a dû procéder à un vote entre chaque étape de l'élargissement.

Justification : La première mesure proposée figure dans la partie relative à l'objectif 2 afin d'aider à quantifier la fréquence à laquelle une mesure d'exclusion (c'est-à-dire le vote) est prise. Toutefois, si l'on se focalise uniquement sur le vote (qui se produit rarement), comment peut-on être certain que les acteurs concernés y participent et sont en mesure d'exprimer leurs vues ? C'est pourquoi la mesure 2 ci-dessous est proposée.

Deuxième mesure proposée pour évaluer la réalisation de l'objectif 2 : Pourcentage de normes convenues qui ont fait l'objet de consultations ouvertes auxquelles ont participé toutes les parties prenantes.

Justification : Les consultations mondiales permettent à toutes les parties prenantes concernées d'exprimer leurs vues sur les méthodes statistiques et les aspects techniques des statistiques officielles, ainsi que sur les travaux qui sont présentés lors d'une session annuelle.

Objectif 3

La composition de la Commission est représentative du monde contemporain

Mesure 3 actuelle (qui figure dans le document de référence) : La représentation au sein de la Commission est modifiée afin d'assurer une meilleure répartition. L'augmentation du nombre de membres offrirait à d'autres pays la possibilité de faire entendre leur voix lors des prises de décision formelles, car seuls les membres de la Commission jouissent de ce droit. Toutefois, la question de la représentation sous-régionale relève des groupes régionaux de l'ONU et n'est pas débattue au sein de la Commission.

Première mesure proposée pour évaluer la réalisation de l'objectif 3 : Répartition sous-régionale des membres de la Commission de statistique (utilisée pour déterminer si la représentation sous-régionale a augmenté).

Deuxième mesure proposée pour évaluer la réalisation de l'objectif 3 : Pourcentage de membres de la Commission de statistique issus des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement.

Objectif 4

Les membres sont tenus de s'investir davantage dans les travaux de la Commission

Mesure 4 (qui figure dans le document de référence) : Les membres de la Commission jouent un rôle de premier plan dans les sous-groupes afin de promouvoir l'élaboration des statistiques officielles à l'échelle mondiale, et ils participent activement à la préparation et au suivi des sujets abordés. Il est proposé d'élaborer un modèle, tel que celui mis en œuvre par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, selon lequel les membres du Groupe représentent d'autres pays de leur région, et le nombre total de membres est ainsi limité. Un tel système permettrait de mieux prendre en compte les vues et préoccupations d'un plus grand nombre de pays dans les groupes. Grâce à ce mode de représentation, les pays peuvent en outre se concentrer sur les domaines qui correspondent à leurs priorités et jouer un rôle actif dans ces domaines. Ils seraient davantage disposés à consacrer des efforts et des ressources aux travaux de ces groupes, y apportant ainsi des contributions importantes, ce qui contraste avec les situations où ils estiment nécessaire d'avoir une large portée et d'adhérer à plusieurs groupes, mais en y contribuant de manière peu substantielle.

Aspects à préciser (dans les mesures qui figurent dans le document de référence) :

- Cela signifie-t-il que les membres devraient diriger les sous-groupes ?
- Il s'agit d'un modèle dans lequel les membres représentent d'autres pays dans leur groupe régional de l'ONU.

Mesure proposée pour évaluer la réalisation de l'objectif 4 : Rôle et participation des membres de la Commission de statistique dans divers groupes et sous-groupes.

Justification : Cette mesure vise à examiner le rôle (à savoir, dirigeant ou membre) et le niveau de participation dans les groupes.

Note : La « participation ou contribution » à chaque session annuelle de la Commission de statistique a été envisagée comme une mesure possible, mais il a été jugé prudent de ne pas prendre en compte le nombre d'interventions orales faites durant une session. L'objectif et l'intention ne sont pas de gonfler artificiellement les chiffres de participation. En outre, le nombre d'observations écrites a également été pris en compte. Si les interventions orales et les observations écrites étaient retenues comme indicateurs, cela pourrait avoir une incidence négative sur la participation et potentiellement accroître le nombre de prises de parole, en particulier dans les situations où il y a des interventions régionales.

Objectif 5

Les règlements et normes adoptés (directives et recommandations) sont acceptés par toutes les parties prenantes (comme les États Membres et les organismes des Nations Unies)

Mesure 5 actuelle (qui figure dans le document de référence) : On précise la valeur ajoutée d'un cadre commun de référence, afin d'encourager un plus grand nombre de parties apprenantes à accepter les textes adoptés.

Aspects à préciser (dans les mesures qui figurent dans le document de référence) :

- Que signifie « acceptés par toutes les parties prenantes » ?
- Comment définit-on la « valeur ajoutée » ?
- À qui cette valeur doit-elle être « précisée » ?
- Comment mesurer l'augmentation de l'acceptation des textes ? Quelle est la référence ? Comment la référence doit-elle être mesurée ?

Mesure proposée pour évaluer la réalisation de l'objectif 5 : Pourcentage de normes et de méthodes proposées à la Commission de statistique et acceptées ou adoptées par celle-ci.

Remarque : Il n'est pas recommandé (ni possible) de suivre l'application des normes.

Objectif 6

La Commission joue un rôle actif dans les discussions sur les données et les statistiques

Mesure 6 actuelle (qui figure dans le document de référence) : La Commission de statistique se prononce sur ces questions dans le système des Nations Unies et collabore activement avec d'autres commissions et organes, ainsi qu'avec des acteurs privés.

Aspects à préciser (dans les mesures qui figurent dans le document de référence) :

- Quelle est la portée de « ces questions » ?
- Comment la Commission de statistique se prononce-t-elle ? Cela signifie-t-il qu'elle engage un dialogue avec les autres organes subsidiaires du Conseil économique et social ? À l'heure actuelle, cette activité fait partie des activités intersessions¹.

Mesure proposée pour évaluer la réalisation de l'objectif 6 : Nombre d'activités intersessions entreprises par le Bureau (par exemple, la représentation de la Commission de statistique aux réunions d'autres organes subsidiaires du Conseil économique et social ou la participation à d'autres réunions) liées au mandat de la Commission et aux décisions connexes.

¹ Voir <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/statcom/inter-session-activities>.